

ser arracher six pour cent de la valeur de leur bien acquis.

Sûrement non.

Ils vont vendre.

Et à qui ?

A des protestants, parbleu ; la crainte des commentaires désobligeants ou dangereux ; l'ennui des déclarations à faire, tout cela empêche les gens de dire franchement qu'ils ne veulent pas payer.

Et ils préfèrent vendre.

Les catholiques n'achètent certainement pas pour avoir la joie de débiter par une taxe à payer.

Et ainsi la propriété française, dans la partie la plus française de la ville, passe aux mains des Anglais.

Nos centres canadiens s'éparpillent, se déciment grâce au système parfaitement funeste de complication des affaires civiles et des affaires ecclésiastiques.

Si cela continue, avant vingt ans toute la propriété à Montréal sera entre les mains des protestants.

Les habitants ont fait du foin pour ne pas payer la dime.

Les citoyens vendront leurs propriétés pour ne pas payer de répartitions injustes et vexatoires.

DUROC.

LES PATRIOTES

RÉPONSE A M. GLOBENSKY.

Notre intention n'était pas de démontrer que les patriotes de 1837 avaient eu le droit de se révolter, mais uniquement de prouver que leurs griefs étaient sérieux, leurs motifs honorables, leur patriotisme incontestable, leurs sacrifices et leur dévouement héroïques, le résultat de leurs actes utile à la liberté, à l'avenir de leur pays.

Nous nous sommes borné à raconter les faits, louant autant que possible les patriotes sans dénigrer leurs adversaires, évitant de rappeler des souvenirs qui auraient pu être désagréables à des familles dignes de respect.

Nous aurions même voulu passer sous silence le malheureux livre de M. Globensky et les deux ouvrages qu'il cite à l'appui de ses appréciations.

S'il fallait en croire M. Globenski et ses autorités, le beau rôle en 1837 n'a pas été joué par les patriotes mais par les bureaucrates !

C'est le renversement de l'histoire, la contradiction monstrueuse de toutes les idées reçues, l'anéantissement des traditions les plus populaires. Ce ne sont pas les victimes qui auraient droit à nos sympathies, mais leurs bourreaux !

Ce ne sont pas les volontaires et les soldats qui ont brûlé les villages, jeté sur les chemins publics des centaines de femmes et d'enfants, pillé, tué et volé ; on dirait que ce sont les patriotes.

On s'enthousiasmait au sujet de la mort héroïque de Chénier ; on pleurait en lisant le testament politique et national de de Lorimier ; on s'apitoyait sur le sort de l'infortuné Duquet.

Erreur ! erreur profonde !

C'étaient, paraît-il, des insensés, des ambitieux, des révoltés.

Les héros de l'époque, les bienfaiteurs de notre pays sont Colborne et ses braves soldats, les volontaires, les bureaucrates et tous ceux qui ont combattu, par la parole et les armes, leurs compatriotes. C'est à eux qu'on devrait adresser nos hommages, élever nos monuments.

Si l'insurrection eût triomphé, dit-on, le Canada eût été annexé aux États-Unis, et l'annexion c'était la ruine de notre religion, la mort de notre nationalité.

Lorsque les patriotes américains invoquèrent l'aide de la France, des voix indignées s'élevèrent contre cet appel aux armes étrangères. On disait que c'était une honte, qu'on paierait cher les secours qu'on obtiendrait. Aujourd'hui, les fils des puritains et bureaucrates qui combattirent avec tant d'acharnement Washington, élèvent presque des autels à ce grand homme et proclament la sagesse de ses actions. On peut affirmer sans crainte que si l'insurrection de 1837-1838 eût réussi, ceux qui blâment si sévèrement les patriotes, seraient